

## ***DU SANG DANS LA BOUCHE***

Mesdames et messieurs, quoi de mieux pour oublier les injustices de ce monde qu'une petite pause culinaire ? Une fois n'est pas coutume, je profiterai de ce temps de parole pour présenter la recette savoureuse d'une appétissante salade de tomates, qui ne nous coûtera pas bien cher. Effectuons des milliers de kilomètres de transport carboné et envolons-nous vers le potager. Celui de l'Europe, ce paradis qu'on appelle aussi l'Andalousie, et voyageons plus précisément dans la province d'Almería. Sur un rythme de flamenco, sillonnons à cheval les 35 000 hectares de serres qui garantiront la chaleur constante bien nécessaire à notre recette. Fort heureusement, nous n'aurons pas à pénétrer dans ces serres car des travailleurs dévoués s'affairent pour nous, à l'intérieur, sans déranger personne.

En effet, le secret principal de cette recette bon marché réside dans le choix des travailleurs. N'importe quelle sorte fera l'affaire, tant que vous intégrez au moins 90 % de main-d'œuvre étrangère robuste, résistante à la cuisson et surtout à l'essorage de ses droits ; les choses sont tellement bien faites que vous en trouverez de belles quantités à quelques pas du jardin, en Afrique et en particulier dans le Royaume du Maroc ! La récolte de ce bon personnel repose sur une méthode simple et intemporelle : offrez-leur une misère plus douce que celle qu'ils furent. Vous passerez même pour leur sauveur et ils vous devront la vie. En outre, si vous tombez

## ***DU SANG DANS LA BOUCHE***

sur des sujets défectueux difficiles à manipuler, il vous suffira de les rejeter à la mer et d'en récolter d'autres ! Les ressources sont inépuisables.

Mon ton vous dérange, peut-être ?

« Pourtant c'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe » vous dirait Voltaire. Il dénonçait alors l'exploitation des esclaves dans les plantations de canne à sucre aux Antilles pour les plaisirs de bouche de la France et de ses voisins. Où en est cette Europe trois siècles après Candide ?

Moussa est un migrant passé du Mali à l'Algérie, de l'Algérie au Maroc, du Maroc à la Mauritanie. De misère en misère, de fuite en fuite, de passeur en passeur, il arrive en Europe, en Espagne puis à Almeria ! Attiré par la promesse scintillante d'un emploi et d'une dignité. Mesdames et messieurs, voici comment il témoigne aujourd'hui de cet El Dorado: « Nous travaillons de longues heures, nous n'avons pas le droit de parler, le travail est très dur, nous finissons par avoir de fortes douleurs physiques, surtout dans le cou et le dos. En plus, à l'intérieur des serres, il fait très chaud, il y a des fois où j'ai vu des gens s'évanouir à cause d'un coup de chaleur sans que les gardiens ne fassent rien. Si l'un d'eux tombe, ils s'en fichent, si vous êtes mauvais, ils en attraperont un autre. »

Mais le témoignage de Moussa est encore trop digne pour rendre compte de l'enfer. Je vais compléter un peu. Car les cadences infernales et les 40° qui règnent à l'intérieur des serres ne sont pas les seuls maux

## ***DU SANG DANS LA BOUCHE***

que subissent ces exilés. La terre elle-même ne peut répondre à la course au profit qui se joue ici ; humains, fruits et légumes sont indistinctement inondés de pesticides chimiques en tout genre, en moyenne quatre fois plus que dans le reste de l'Europe. Hommes et femmes sans protection absorbent ces poisons et brûlent, pour notre confort, leur peau, leurs yeux et leurs poumons, tous les jours. En échange, ils reçoivent un salaire mensuel moyen de 750 au lieu des 1020 du minimum espagnol, et ils font une croix sur leurs 22 jours de congé réglementaire.

Un salaire indécent et une vie indigne. On rentre le soir, épuisé, au bidonville surpeuplé sans eau ni électricité. On rejoint sa chabolas, abri de fortune du même plastique que celui des serres. Et la police veille ! Non pas à la qualité de notre emploi, non pas à faire respecter l'article 4, paragraphe 2 du droit des travailleurs en Espagne qui garantit le respect de la vie privée et de la dignité ! Non, les autorités veillent à ce qu'on ne s'éloigne pas trop de cet enfer, à ce qu'on ne trouble pas l'ordre public. Ce qui compte par-dessus tout, c'est qu'on reste bien invisibles. Comme des rumeurs, comme des fantômes. Comment faire valoir ses droits si l'on n'est plus rien ?

Or il y a des lois. En particulier le traité de Lisbonne, qui impose dans son article 15 que « les ressortissants d'un pays tiers qui sont autorisés à

## ***DU SANG DANS LA BOUCHE***

travailler sur le territoire des États membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens de l'union ».

De belles intentions, que la transcription en droit espagnol et les contrats de travail léonins réduisent presque à néant.

Mais encore, faut-il avoir un contrat de travail !

Même si les employeurs le nient farouchement, les enquêtes indépendantes et les centaines de témoignages convergent vers le constat accablant que 40 à 50 % des emplois agricoles de la région sont occupés par des hommes et des femmes sans papier.

L'invisibilité est alors parfaite. Ironie suprême, la culpabilité est inversée : c'est le travailleur clandestin, le coupable !

Coupable de sa situation, coupable de ce bidonville qui dérange, coupable de tout. Coupable idéal pour masquer l'échec des politiques sociales qui se heurtent à la recherche de profit. Rappelons ce 5 février 2000 à El Ejido en Andalousie. Un jeune émigré marocain a poignardé une jeune Espagnole pour son porte-monnaie. L'après-midi même, des émeutes ont explosé, les maisons et les commerces des Marocains ont brûlé, et nombre d'entre eux ont été exécutés. Des « incidents », diront les autorités espagnoles, qui comptent sur les divisions populaires pour masquer leur impuissance. Car même si la ministre du travail elle-même

## ***DU SANG DANS LA BOUCHE***

évoque désormais une situation « d'esclavage moderne », même si 2000 plaintes soutenues par des syndicats débouchent chaque année sur des condamnations des employeurs, rien ne résiste à la quête de gain des exploitants pris dans le cycle infernal de la compétition mondiale.

En 2020, la crise dans la crise, celle du coronavirus, a jeté une lumière nouvelle sur ces ombres. Le monde compte les morts, jour après jour, et s'aperçoit que l'Espagne en a beaucoup, et que le secteur des fruits et légumes est l'un des plus grands foyers de contamination du pays. Sous les projecteurs, on offre alors deux masques par jour à chaque travailleur, on prend la température, et tout le monde ou presque « bénéficie » d'un abri pour dormir. Mais l'absence de protections sociales montre ses effets : n'ayant pas d'indemnités, les malades ne peuvent se résoudre à perdre leur maigre salaire. Ils contournent les contrôles et propagent ainsi le virus. Le défenseur du peuple, Francisco Fernandez Maruga, résume alors la situation : la crise sanitaire « a mis en évidence, avec toute sa brutalité, des problèmes ignorés depuis longtemps et a fait sauter les coutures du système ». Dorénavant, non contents d'être des étrangers, les travailleurs agricoles portent la nouvelle peste. La détestation est à son comble. Notre beau jardin potager est une poudrière.

***Alexandre PINA***